

*LE RENOUVEAU DU FOLKLORE ET DE L'ETHNOLOGIE
PENDANT LE RÉGIME DE VICHY :
État de recherche*

Christian FAURE

(Étudiant en 3ème cycle « Histoire et Civilisation »,
Université Lyon 2 et Centre Pierre Léon)
(D.E.A., octobre 1982)

Pendant le gouvernement de Vichy, le folklore et l'ethnologie rurale connurent un important renouveau (Faure, 1982 b). Le folklore devint un point important de doctrine et de propagande, en liaison avec la politique de retour à la terre et le discours régionaliste poursuivis par l'État français. Il est reconnu par ce dernier, jouit de son approbation, de l'appui du Maréchal Pétain et des principaux thuriféraires du nouveau régime. Le retour aux arts et traditions populaires, tout comme le retour à la terre, le régionalisme, le développement de l'artisanat et de l'agriculture, est présenté comme étant une des conditions nécessaires au redressement national.

UNE ORGANISATION GÉNÉRALE ET CONCERTÉE DU FOLKLORE

Un plan d'ensemble sur l'organisation générale du folklore fut présenté au gouvernement de Vichy. Ce plan prévoyait que celle-ci serait scindée en deux parties. D'une part la Société du Folklore Français et du Folklore Colonial, le Musée National des Arts et Traditions Populaires, les « chantiers intellectuels et artistiques » (le chantier 1425 sur l'habitat rural, le chantier 909 sur le mobilier folklorique, le chantier 1810 sur les arts et traditions de la paysannerie), et l'enseignement à l'École du Louvre étaient chargés de la recherche en ethnographie folklorique. D'autre part l'action, tendant à préserver et à promouvoir en France le développement des traditions, des arts et métiers traditionnels, était confiée au Comité National de Propagande par le Folklore. Ce Comité créé en

août 1939 par la Fédération des Associations Régionalistes, prenait alors pour nom : Comité d'Action Folklorique ou Comité National du Folklore. Il travaillait en collaboration étroite avec la Fédération des Groupes Folkloriques des Provinces Françaises, nouveau nom donné à la F.A.R. Ce plan d'ensemble fut approuvé et signé à la fois par les responsables de la recherche et par les représentants du Comité et reçut un accueil très favorable du gouvernement. L'objectif était de créer une sorte de Corporation Nationale du folklore, organisme qui coordonnerait toutes les initiatives publiques et privées en matière de folklore (Pellat-Fimet, 1943). De 1940 à 1944, il y avait donc une conjoncture à la fois critique et favorable pour un essor des groupes folkloriques (Rivière, 07.1942). En zone occupée, leurs activités furent peu importantes voire momentanément suspendues et on n'y assista qu'exceptionnellement à la création de nouveaux groupes. Ceci à l'exception du Pays Basque et surtout de la Bretagne où les mentalités collectives étaient encore fortement imprégnées des coutumes traditionnelles et où le sentiment régionaliste fut souvent encouragé par l'occupant (Denis, 1977). La Fédération des Groupes Folkloriques des Provinces Françaises qui comptait trente-trois Amicales en 1942 opérait surtout en zone libre. Quant au Comité National du Folklore ce n'est qu'à partir de 1942 qu'il organisa une section en zone occupée. En zone libre par contre, les groupes folkloriques pré-existants se montrèrent très actifs. Plusieurs furent même créés pendant cette période. Ainsi par exemple à Arles, le 3 décembre 1940, à l'occasion de la visite du Maréchal Pétain dans cette ville, fut fondé le groupe pour la renaissance du costume : «La Capello d'Arle» (Présidente d'honneur de La Capello d'Arle, 1941). Dans un même ordre d'idée, on assista alors à une recrudescence d'activité des sociétés savantes régionales, voir à l'émergence de nouvelles sociétés et académies comme en 1942 l'Académie du Limousin à Limoges (Anonyme, 07-08, 1942) ou la création de nouveaux mouvements tels qu'en 1941 le mouvement «Province» qui se présentait comme un organisme national de décentralisation intellectuelle et prônait le «paysisme» comme doctrine (Presac de la Chèze, 1944).

Parallèlement à ces organismes spécifiquement folkloristes ou régionalistes, des mouvements «vichyssois» consacrèrent eux aussi une part de leurs activités à la restauration du folklore : la Corporation Nationale Paysanne (Boussard, 1980) créa en octobre 1941 un service de civilisation paysanne qu'elle confia à Marcel Maget. Ce service travaillait avec le Musée National des A.T.P. où il était d'ailleurs installé (Anonyme, 1944). Au sein de la Corporation Nationale Paysanne, le groupe des «Jeunes Paysans», créé le 1er octobre 1941 sur l'initiative de M. de Guébriant, avait lui aussi un service de folklore qu'il plaça sous la direction de Durand Saint-Léger (Leroy, 1942). Les mouvements ou organismes de jeunesse nouvellement institués par le régime de Vichy (Halls, 1981), tels que les Compagnons, les Chantiers de Jeunesse, Jeunesse de France et d'Outre Mer,

organisaient souvent des spectacles, festivités, feux de camp, jeux dramatiques sur des thèmes de folklore. Le cas du mouvement Compagnons et de ses groupes artistiques est un bon exemple de cet intérêt porté au folklore. Il comprenait en effet un «Centre d'art populaire appliqué» (Anonyme, 05.1941) et un groupe itinérant de chant et danse, Les Compagnons de la Musique, né en septembre 1941 à Lyon (Roger, 1978, p. 150) qui voulait entre autre remettre en honneur les chants, danses et instruments populaires traditionnels (Anonyme, 08.1943). Il en était de même pour ces associations telles que «Jeune France» établie sous l'égide du Secrétariat général de la jeunesse (Comte, s.d.; anonyme s.d.¹) ou «La Maison des Arts Libéraux» du Puy en Velay constituée à l'initiative de la Commission départementale de propagande régionaliste de la Haute-Loire (Anonyme, s.d.²). Ces associations dans lesquelles on peut voir les prémices d'une décentralisation culturelle, artistique et littéraire, avaient comme objectif de faire redécouvrir dans chaque région les sources d'art et de traditions délaissées.

Il semble donc que l'on puisse parler d'une véritable organisation générale et concertée du folklore sous Vichy. L'analyse des liens et interactions de ces divers organismes, entre eux et avec l'État français, est d'ailleurs significatif. Si on prend le cas du Musée National des A.T.P., qui connut alors son «premier épanouissement» (Desvallées, 1978), on constate qu'en dehors de ses activités propres de conservation et de recherches ethnographiques, celui-ci entretenait des relations étroites et nombreuses avec l'extérieur (Rivière, 10-12.1942). Il était non seulement en relation avec les musées régionaux, les sociétés savantes de province et les groupes de folklore mais aussi avec le Ministère de l'Agriculture, la Corporation Nationale Paysanne, le Comité National Olivier de Serres, le Comité du 3ème Centenaire de la mort de Sully, les Salons de l'Imagerie Française, les expositions artisanales régionales, le Service de l'artisanat, le Commissariat à la reconstruction, la Délégation générale à l'équipement national, le Service des monuments historiques, divers mouvements de jeunesse (Anonyme, 1942). Ce processus global de «folklorisation» de la société vichyssoise se marqua par de nombreux projets et réalisations concrètes réalisés par l'État français et les organismes d'action ou de recherche folklorique.

RENAISSANCE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES

Le retour aux arts et traditions populaires prit des formes très diverses. Il se manifesta par une volonté de restaurer un environnement propice au folklore, qu'il s'agisse des nombreuses mesures et de l'intense propagande paysanne et artisanale, chargées d'appuyer la politique de retour à la terre du gouvernement de Vichy (Barral & Boussard, 1972) ou qu'il s'agisse de la politique régionaliste poursuivie par l'État français désireux de restaurer la doctrine de Frédéric Mistral (Anonyme, 03.1941) et de revenir aux provinces d'Ancien Régime

(Barral, 1974). Une Commission Nationale chargée du futur découpage du territoire français fut d'ailleurs instituée par l'État français. En son sein des ethnologues comme G.H. Rivière, alors Conservateur en Chef du Musée National des A.T.P., et des tenants du régionalisme comme J. Charles-Brun, Président de la Fédération Régionaliste Française, veillaient à ce que la délimitation des futures provinces respecte au mieux les spécificités culturelles régionales (Anonyme, 04.06.1943). De même après la défaite de juin 1940, la nécessité qu'il y avait de reconstruire une part importante du patrimoine immobilier détruit par la guerre (Anonyme, 11.1941) et les réactions de plus en plus fréquentes contre le libéralisme qui régnait jusqu'ici en matière d'architecture, expliquent que, pour beaucoup, dans les milieux proches du nouveau régime, la politique de retour à la terre, devait impérativement s'appuyer sur une réhabilitation et une reconstruction de l'habitat rural fidèle aux traditions architecturales régionales (Rivière, 06.1943). C'est dans ce contexte que prit naissance, à partir de 1941, l'enquête ou «Chantier 1425» sur l'architecture folklorique (Rivière, 1973) confiée à une quarantaine de jeunes architectes chargés de mission au Commissariat technique à la reconstruction, et placée sous la direction technique de U. Canau et la direction scientifique de G.H. Rivière, P.L. Duchartre et G. Pison. C'est en partie sur les résultats de cette enquête (plus de 1.600 monographies de maisons rurales) (Cuisenier, 1973) que G.H. Rivière et M. Maget (1944) s'appuyèrent pour rédiger leur rapport sur l'habitat rural et les traditions paysannes prévu pour les «Journées d'étude de l'habitat rural» organisées par la Société des Agriculteurs de France en juin 1944 sous le patronage et avec la collaboration de la Corporation Nationale Paysanne.

Dans le même ordre d'idée, le Commissariat technique à la reconstruction, en liaison avec le Commissariat à la lutte contre le chômage, le Service de l'artisanat au Ministère de la production et le Musée National des A.T.P. avaient mis à l'étude la fabrication de meubles en accord avec les traditions, les genres de vie et les ressources de chaque région (Rivière et Duchartre, 1941).

Les arts populaires connurent aussi un important renouveau dans le domaine de la musique et de la danse populaire, dans celui de l'iconographie avec les Imageries du Maréchal et les Salons organisés de 1940 à 1943 par P. Levallay au Pavillon de Marsan, en vue de relancer l'Imagerie française; ou encore dans le domaine du théâtre puisque le mouvement de décentralisation théâtrale commencé dans les années trente continua de s'affirmer et qu'apparurent alors des initiatives nouvelles telles que les «Foyers du Théâtre Paysan», sortes d'universités paysannes créées en 1943 par le groupe des «Jeunes Paysans» en vue d'encourager les créations théâtrales et folkloriques locales (Durand Saint-Léger, 09.1943).

De la même façon on assista à un renouveau des fêtes traditionnelles : des fêtes agricoles organisées par la Corporation Nationale Paysanne en liaison le plus souvent avec les groupes locaux de la Jeunesse Agricole Chrétienne ou les

mouvements de jeunesse; des fêtes agrestes telles que les feux de la Saint-Jean organisés en 1941 par le mouvement «Jeunesse de France et d'Outre Mer» (1941) en liaison avec les autres mouvements et associations de jeunes, ces feux convergeant depuis les régions les plus extrêmes de la France en direction de Vichy. De toutes ces fêtes, on retenait alors essentiellement les valeurs morales et sociales liées à leurs dimensions professionnelles et religieuses. La plupart étaient par ailleurs organisées dans une optique de propagande régionaliste qui leur donnait un aspect artificiel relevant davantage du spectacle folklorique de propagande que de la fête populaire spontanée. De plus, la majorité de ces festivités était liée à des manifestations d'organismes proches du gouvernement : Légion, Secours National, mouvements de jeunesse... On pourrait rappeler par exemple la fête des provinces organisée par la Légion à Vichy le 31 août 1941, en l'honneur du Maréchal Pétain et du premier anniversaire de la Légion, qui avait invité à cette occasion seize groupes folkloriques venant des diverses provinces de la zone libre (Chabral, 1941). Sur un autre plan, dans le contexte de piété populaire exacerbée que connaissait alors la France, lié à la défaite de Juin 1940, à l'occupation et aux nombreux prisonniers en Allemagne (Laury, 1978), on a pu constater la résurgence de nombreuses fêtes et cérémonies chrétiennes d'implantation régionale souvent disparues depuis le XIXe siècle, ainsi qu'une importance croissante des grandes fêtes religieuses nationales. Cette ferveur religieuse fut largement encouragée par le gouvernement de Vichy, qui cherchait à avoir le soutien de l'Église (de Montclos et collab., 1982).

Pour faciliter et appuyer ce processus général de «retour aux sources», l'État français et les organismes concernés développèrent une intense propagande de vulgarisation folklorique qui prit des formes très diverses.

MISE EN PLACE D'UNE PROPAGANDE FOLKLORIQUE

Dans cette propagande, les médias jouèrent un rôle important : par une promotion de la tradition orale du folklore par la radiodiffusion nationale et son service de folklore ainsi que par les antennes régionales (Durand Saint-Léger, 10.1943) et par la multiplication des films et documentaires à caractère régionaliste et folklorique (Duvivier, 1941). L'État français chercha aussi à promouvoir le folklore par le biais de l'enseignement. E. Ripert et J. Carcopino parlèrent à plusieurs reprises d'introduire le folklore à l'école, par les langues et patois régionaux, mais aussi par la danse, le chant et les récits traditionnels. En fait, ce fut surtout de l'enseignement des langues régionales dont il fut concrètement question dans les circulaires du 9 octobre 1940 (Ripert, 1941), du 24 décembre 1941 et du 13 mars 1942 (David, 1943) ainsi que dans les nombreux Congrès scientifiques sur le folklore et sa place dans la société française et la Révolution Nationale. Un tel enseignement devait favoriser aux yeux des

tenants du nouveau régime, un meilleur attachement à la terre, à la famille, au travail, à la région ou «petite patrie», à la patrie. Il fut question également d'introduire un enseignement de l'histoire et de la Géographie locales. Celui-ci était alors compris aussi bien dans un sens régional ou provincial que comme l'étude du milieu restreint et immédiat du village et des communes environnantes et devait s'appuyer sur la création de nouveaux manuels. Parallèlement à la «vulgarisation folklorique» faite par les médias et l'enseignement, la muséographie en matière d'ethnographie rurale joua un rôle important. Des expositions régionales d'arts et traditions populaires (Faure, 1980) ainsi que des musées d'arts et traditions populaires ou Musées «de terroir» furent créés, profitant du climat ruraliste ambiant propice à ce genre d'initiative. Ce fut le cas par exemple du Musée historique du Papier créé par l'Association La Feuille Blanche et inauguré sous l'impulsion de M. Péraudeau en juillet 1943 au Moulin à papier de Richard-de-Bas (Puy-de-Dôme) (Rivière 07-10.1943). Toutefois, la plupart de ces musées restèrent au stade de projets étant donné les difficultés du moment.

CONCLUSION

Une analyse plus détaillée me permettra de mieux évaluer quelles furent l'importance et la portée réelle de ce processus de «folklorisation» vichyssois. On peut toutefois, dès à présent, penser que sous le gouvernement de Vichy on assiste à un véritable renouveau des arts et traditions populaires. Cependant ce courant folklorique évoqué ici dans ses grandes lignes ne fut pas un fait purement vichyssois, l'État français n'ayant fait que cristalliser et exacerber des tendances déjà anciennes. La Révolution Nationale du Maréchal Pétain fut en fait la consécration du courant félibrige et des idées agrariennes apparues vers la fin du XIXe siècle et qui se développèrent pendant l'entre-deux-guerres (Barral, 1968), donnant naissance à la mise en place d'une perception nouvelle du monde rural (Barral, 1966). La restauration du «folklore» dans ses formulations artistiques (Faure, 1981, 1982 a), religieuses, architecturales, linguistiques, de travail, de loisirs... fut en effet un élément de la politique de Révolution Nationale et de retour à la terre mise en place par l'État français dans le but de promouvoir les valeurs morales et sociales que l'on attribuait alors à la paysannerie et à l'artisanat, et d'instaurer par là-même une nouvelle société fondée sur les valeurs agrariennes, corporatistes et cléricales.

Ce renouveau du folklore s'insérait dans une volonté générale de rompre avec un passé immédiat. Face à une civilisation qu'ils jugeaient décadente, les «vichystes» essayèrent de rétablir un passé mythique et voulurent faire de la Révolution Nationale une sorte de «Renaissance». Ils créèrent un climat idéologique ambiant, diffus, anachronique, propre à restaurer un type de société

passé idéalisé. La politique de retour à la terre ne fut donc pas qu'un simple retour effectif à la terre, elle fut aussi par le folklore, une réappropriation d'un certain passé et un réenracinement des Français dans un cadre et un mode de vie traditionnels. Dans ce processus, l'ethnologie joua, on l'a vu, un rôle important. Non seulement elle apporta son cautionnement scientifique mais participa elle-même à cette promotion ou restauration du folklore. L'ethnologie et le folklore contribuèrent donc au même titre que l'Histoire de France qui connut alors certaines révisions (Piardon, 1971; Cointet, 1981) et parallèlement aux diverses cérémonies commémoratives telles que l'anniversaire de la Légion sur le Plateau de Gergovie le 30 août 1942 où fut invoquée la figure mythique de Vercingétorix «héros de l'unité nationale» (Ehrard, 1980), à la mise en place et à l'affirmation d'une nouvelle mémoire collective destinée à justifier les réalisations et ambitions doctrinales du nouveau régime.

Cependant, l'écho que reçut le gouvernement de Vichy dans sa volonté de réenraciner les Français dans leur passé et leurs traditions ne peut être compris si l'on ne ressitue pas cet essor des arts et traditions populaires et des cultures régionales dans le contexte psychologique, politique, social et économique de l'occupation et du traumatisme qu'elle provoqua. Le retour aux sources et aux traditions fut pour beaucoup de Français une façon d'affirmer leur propre identité culturelle face à l'occupant et une valeur refuge face à la crise qui avait succédé à la défaite de Juin 1940. Cette distinction est fondamentale pour mieux comprendre quelle fut la part du «folklore de restauration» (pour reprendre l'expression de M. Agulhon, *in* Juillard, 1976, p. 355), «folklore» qui véhiculait davantage des valeurs morales et sociales défendues par les chantres de la Révolution Nationale, et quelle fut la part du folklore plus spontané pour ne pas dire traditionnel, dans cette restauration des arts et traditions populaires sous Vichy.

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANONYME, «Frédéric Mistral et la pensée du Maréchal Pétain», *La Revue d'Arles*, Arles n° 1, mars 1941, p. 4.
- ANONYME, «Arts populaires», *Compagnons*, Lyon, n° 33, 31.05.1941, p. 14.
- ANONYME, «Programme des Concours d'Étude du Commissariat à la Reconstruction Immobilière», *L'Architecture Française*, Paris, n° 13, novembre 1941, p. 45-52.
- ANONYME, «Rapport sur la situation le 13.10.1942», Musée des Arts et Traditions Populaires, 1942, 8 p. (Archives du Musée National des A.T.P. MS B 30/90-97).
- ANONYME, «Une Académie du Limousin», *Notre Province*, Limoges, 1ère année, n° 5, juillet-août 1942, p. 162.
- ANONYME, «Enquête sur la formation des provinces», *L'Unité Française*, Vichy, t. III, n° 9, avril-juin 1943, p. 128.
- ANONYME, «Les compagnons de la musique», *Compagnonnage*, Crépieux-la-Pape, numéro imprimé le 06.08.1943, p. 16-17.
- ANONYME, «Projet d'extension du service de Civilisation Paysanne», 24.05.1944, 3 p. (Archives Nationales F¹⁰ 5132).
- ANONYME, *Jeune France, principes, directions, esprit*, M. Audin imprim. à Lyon, s.d. (1), 24 p.
- ANONYME, «Maison des Arts Libéraux», Le Puy, s.d. (2), 7 p. (Archives départementales de la Haute-Loire, 12 W 1143).
- BARRAL (P.), «Note historique sur l'emploi du terme «paysan». *Études Rurales*, Paris, n° 21, 1966, p. 72-80.
- BARRAL (P.), *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 164, 1968, 386 p.
- BARRAL (P.) & BOUSSARD (I.), «La politique agrarienne» in colloque : *Le Gouvernement de Vichy et la Révolution Nationale 1940-1942*, 6 et 7 mars 1970, Paris, Armand Colin et Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques édit., 1972, p. 211-233.
- BARRAL (P.), «Idéal et pratique du régionalisme dans le régime de Vichy», *Revue Française de Sciences Politiques*, Paris, vol. XXIV, n° 5, octobre 1974, p. 911-939.
- BOUSSARD (I.), *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques édit., 1980, 414 p.
- CHABROL (G.), «Au cours des Fêtes folkloriques du 31 août dernier à Vichy, le Maréchal m'a dit : Je vous demande de persévérer dans votre action et de la développer», *L'Écho des*

Provinces, Nice, numéro spécial, septembre-octobre 1941.

- COINET (M.), «L'enseignement de l'Histoire et de la Géographie sous le gouvernement de Vichy», Intervention au colloque : *100 ans d'enseignement de l'Histoire*, octobre 1981, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* (à paraître).
- COMTE (B.), L'Association «Jeune France», note dact., p. 137-142 (inédit).
- CUISENIER (J.), «Pour un corpus des maisons rurales françaises», *Ethnologie française*, Paris, t. 3, n^o 1-2, 1973, p. 7-8.
- DAVID, «Le régionalisme à l'école», in *Journées de synthèse régionalistes Languedoc-Roussillon*, 06 et 07.11.1942, Montpellier, Imprimerie Causse, Graille et Castelnau édit., 1943, p. 43-49.
- DENIS (M.), «Mouvement breton et fascisme, signification de l'échec du second essai», in Actes du colloque de Strasbourg, 11-13 octobre 1974, *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, P.U.F. édit., 1977, p. 489-506.
- DESVALLEES (A.), «Cultures enfouies : Histoire d'une reconnaissance», *Autrement*, Paris, n^o 16, novembre 1978, p. 13-23.
- DURAND SAINT-LÉGER, «Les foyers du Théâtre paysan : centres d'études et de réalisation», 01.09.1943, 8 p. (Archives Nationales, F¹⁰ 5054).
- DURAND SAINT-LÉGER, «Radio Nationale et Éducation populaire au moyen du folklore», Paris, 29.10.1943, 4 p. (Archives Nationales F¹⁰ 4969).
- DUVIVIER (P.), «Cinéma : Films documentaires et films folkloriques», *L'Écho des Provinces*, Nice, numéro spécial Noël, novembre-décembre 1941, p. 10.
- EHRARD (A.), «Vercingétorix contre Gergovie ?», in *Nos ancêtres les gaulois*, colloque de Clermont-Ferrand, juin 1980, (à paraître).
- FAURE (C.), «Traditions populaires et retour à la terre sous le régime de Vichy. Quelques réflexions historiques à l'occasion de «Hommes et terroir» exposition d'ethnologie régionale en 1980», *Nouvelles Archives du Muséum d'Histoire Naturelle de Lyon*, suppl. fasc. 18, 1980, p. 25-28.
- FAURE (C.), *Littérature et Société (1940-1944) : la mystique vichyssoise du «Retour à la terre» selon l'œuvre d'Henri Pourrat*, Mémoire Maîtrise Histoire, direction G. Garrier, Université Lyon 2, 1981, 116 p., 8 pl., (inédit).
- FAURE (C.), «Vent de Mars» d'Henri Pourrat : Prix Goncourt 1941, ou la consécration d'une œuvre littéraire par le régime de Vichy», *Bulletin du Centre d'Histoire Économique et Sociale de la Région Lyonnaise*, Lyon, n^o 1, 1982 a, p. 5-25.
- FAURE (C.), *Introduction à l'étude du renouveau du folklore et de l'ethnologie pendant le régime de Vichy*. Rapport D.E.A. Histoire, Université Lyon 2, 1982 b, 44 p. (inédit).
- HALLS (W.D.), *The Youth of Vichy France*, Oxford, Clarendon Press édit., 1981, 492 p.
- JEUNESSE DE FRANCE et D'OUTRE-MER, «Circulaire générale sur les feux de la Saint Jean dans la nuit du 24 au 25 juin», Marseille, juin 1941, 4 p. (Archives Départementales de la Haute-Loire 12 W 1140).
- JUILLARD (E.) (sous la direction de), «Apogée et crise de la civilisation paysanne de 1789 à 1914», in G. Duby et A. Wallon, *Histoire de la France Rurale*, t. 3, Paris, Seuil édit., 1976, 573 p.
- LAURY (S.), «Aspects de la vie religieuse pendant la seconde guerre mondiale dans le

- Nord - Pas-de-Calais», *Revue du Nord*, Lille, t. LX, n^o 237, avril-juin 1978, p. 351-389.
- LEROY (L.), «Note sur l'organisation du groupe des Jeunes paysans», août 1942, 4 p., (Archives Nationales F¹⁰ 5054).
- MONTCLOS de (X.), LUIRARD (M.), DELPECH (F.), BOLLE (P.) et collab., *Église et chrétiens dans la 2ème Guerre Mondiale : La France*, Actes du colloque de Lyon, 1978, P.U.L. édit., 1982, 637 p.
- PELLAT-FINET (P.), «Six mois de silence et de travail», *L'Écho des Provinces*, Nice, n^o 9, n.s. n^o 2, avril-novembre 1943, p. 1-4.
- PIARDON (D.), *La Révolution française vue par le régime de Vichy à travers les manuels d'histoire du primaire et du secondaire*, Mémoire Maîtrise d'Histoire, Université Paris I, 1971, 103 p. (inédit).
- PRÉSIDENTE D'HONNEUR DE LA CAPELLO D'ARLE, «La Capello d'Arle», *La Revue d'Arles*, Arles, n^o 10, décembre 1941, p. 318.
- PRESSAC de la CHEZE de, «Le paysisme, doctrine de vie et d'action», *Nos Provinces*, Paris, 1ère année, n^o 2, janvier-février 1944, p. 23.
- RIPERT (G.), «Enseignement de l'Histoire – circulaire du 9 octobre 1940», *Les Documents français*, Clermont-Ferrand, Paris, 3ème année n^o 1, janvier 1941, p. 8 et 9.
- RIVIERE (G.H.) & DUCHARTRE (P.L.), «Vers une renaissance du mobilier régional», *Métiers de France*, Paris, 1ère année, n^o 1, 01.10.1941, p. 12 et 13.
- RIVIERE (G.H.), «Les groupes folkloriques en France, avant et depuis la guerre», Note sommaire, 28.07.1942, 14 p. (Archives du Musée National des A.T.P. MS 74 - 53).
- RIVIERE (G.H.), «Le folklore paysan : Notes de doctrine et d'action», *Études Agricoles d'économie corporative*, Paris, 2ème année, n^o 4, octobre-décembre 1942, p. 291-316.
- RIVIERE (G.H.), «Le logement rural en France», Étude n^o 69, Comité d'Études pour la France, 24.06.1943, 24 p. dact., (Archives Musée National des A.T.P. S 44 - 191 B 15 - 502 à 525).
- RIVIERE (G.H.), «Le Musée du Papier», *La Feuille Blanche*, Ambert, n^o 7-8, juillet-octobre 1943, p. 17-20.
- RIVIERE (G.H.) & MAGET (M.), «Habitat rural et tradition paysanne», groupe d'étude LB., in *Journées d'études de l'Habitat rural* du 13 au 17 juin 1944, Société Industrielle d'Imprimerie, Levallois, 1944, 7 p.
- RIVIERE (G.H.), «Le chantier 1425, un tour d'horizon, une gerbe de souvenirs», *Ethnologie française*, Paris, t. 3, n^o 1-2, 1973, p. 9-14.
- ROGER (Ph.), *Aspects de la vie musicale à Lyon pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Mémoire Maîtrise Histoire, Université Lyon 2, 1978, 2 vol. dacty. 258 et 146 p. (annexes), (inédit).